

# Prévisions conjoncturelles

## Prévisions pour la Suisse

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2023, l'économie suisse a continué de croître à un rythme modéré, le secteur des services s'avérant à nouveau le principal soutien. La valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière, quant à elle, a reculé. Parallèlement, les investissements ont diminué. En revanche, la consommation privée a continué de progresser au 4<sup>e</sup> trimestre, principalement en raison de la situation favorable sur le marché du travail.

Les principaux indicateurs conjoncturels se sont, pour la plupart, stabilisés ou redressés ces derniers mois, ce qui laisse penser que le creux de la vague conjoncturel a été dépassé. Le climat de consommation s'est ainsi nettement redressé entre octobre et janvier, laissant derrière lui le plancher atteint à l'automne dernier ; cependant, aucune autre embellie n'a suivi en février, notamment en ce qui concerne les attentes pour l'ensemble de l'économie.<sup>30</sup> L'indicateur composite « climat conjoncturel suisse »<sup>31</sup> s'est lui aussi stabilisé récemment à un niveau inférieur à la moyenne. Le baromètre KOF, en revanche, se situe légèrement au-dessus de sa moyenne à long terme. Dans l'ensemble, l'économie suisse devrait continuer de croître modérément dans un avenir proche.

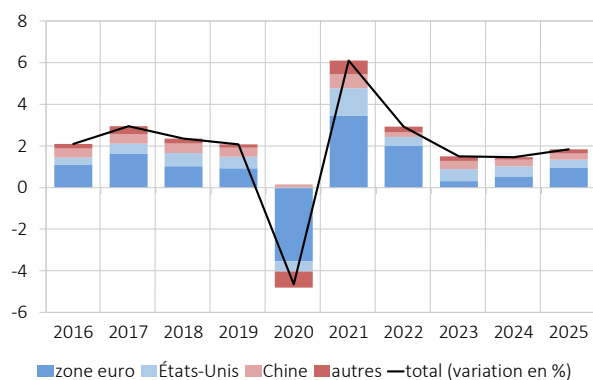
La conjoncture mondiale est toujours marquée par une grande hétérogénéité. L'économie des États-Unis a progressé plus fortement que prévu au 4<sup>e</sup> trimestre et l'économie chinoise a elle aussi enregistré une croissance considérable. Par contre, la zone euro n'a connu que stagnation, le PIB ayant même reculé en Allemagne, au Japon et au Royaume-Uni.

À l'heure actuelle, les indicateurs usuels se sont redressés dans de nombreux pays. Les marchés du travail restent en outre favorables en comparaison historique. Le recul de l'inflation au niveau international et les assouplissements progressifs de la politique monétaire sur la période de prévision sont aussi de nature à soutenir la conjoncture. Globalement, la demande mondiale devrait cependant croître à un rythme inférieur à la moyenne cette année (graphique 37, tableau 7). En particulier, la

zone euro ne devrait connaître qu'une évolution modérée au cours des prochains trimestres alors que la croissance des États-Unis devrait rester soutenue.

### graphique 37 : Demande mondiale, contributions

PIB des principaux partenaires commerciaux de la Suisse, pondéré par les exportations, valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an, en points de pourcentage ; dès 2024 : hypothèses



sources : offices statistiques, OCDE, FMI, groupe d'experts

Dans ce contexte, le groupe d'experts prévoit une croissance de l'économie suisse de 1,1 % en 2024 (graphique 38, prévision inchangée), ce qui représenterait une croissance nettement inférieure à la moyenne pour la deuxième année consécutive.

En 2024, le faible dynamisme de la zone euro devrait freiner les secteurs les plus sensibles de l'économie d'exportation suisse (graphique 39, tableau 6). Abstraction faite de la rubrique Chimie-pharma, peu sensible à la conjoncture, l'Allemagne reste de loin la première destination des exportations de marchandises suisses. Son économie s'est contractée l'an dernier et ne devrait connaître qu'une très faible croissance cette année. Les secteurs les plus énergivores de son industrie continuent de souffrir de la hausse historique des prix de l'énergie. À cela s'ajoute que son importante industrie automobile est en pleine mutation structurelle vers l'électromobilité. Toutefois, si l'on considère les exportations totales de la

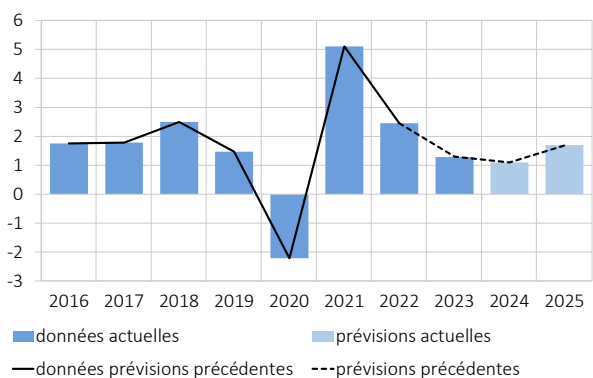
<sup>30</sup> <https://www.seco.admin.ch/climat-consommation>

<sup>31</sup> <https://www.seco.admin.ch/climat-conjoncturel-suisse>

Suisse, l'Allemagne a perdu de son importance par rapport à d'autres pays de destination au cours des dernières décennies.

**graphique 38 : Prédiction du PIB corrigé des événements sportifs**

valeurs réelles désaisonnalisées, variation sur un an en %

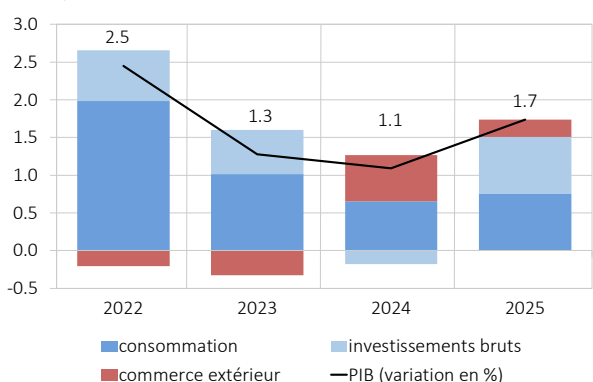


sources : OFS, SECO, groupe d'experts

Les attentes en matière d'investissement ont été revues à la baisse par rapport aux prévisions de décembre. La baisse du taux d'utilisation des capacités de production industrielle et la hausse des coûts de financement pèsent notamment sur l'investissement, en particulier dans le domaine des biens d'équipement. Si les contraintes de l'offre continuent de se desserrer dans le secteur de la construction, la demande est cependant entravée par le niveau élevé des taux d'intérêt hypothécaires et l'incertitude de la conjoncture. En conséquence, le rythme de délivrance des permis de construire reste faible à ce jour. Dans l'ensemble, il faut s'attendre à une contribution négative des investissements en 2024.

**graphique 39 : Prévissions du PIB et contributions à la croissance**

valeurs réelles désaisonnalisées, y c. événements sportifs, contribution des composantes en points de pourcentage, dès 2024 : prévisions



sources : OFS, SECO, groupe d'experts

Les dépenses de consommation devraient continuer d'exercer un effet de soutien. La situation relativement favorable sur le marché du travail ainsi que la baisse du

renchérissement devraient stimuler la consommation privée. Les prévisions les plus récentes laissent également entrevoir, d'ici à fin 2025, une évolution de la consommation de l'État plus forte que celle prévue en décembre.

Dans l'ensemble, la contribution de la demande intérieure à la croissance, en 2024, devrait être légèrement inférieure à ce qui avait été annoncé dans les prévisions de décembre. En conséquence, les importations, qui sont prises en compte négativement dans le calcul du PIB, devraient croître plus lentement que les exportations. Il en résulte que la contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB est positive.

En 2024, l'emploi devrait progresser un peu plus rapidement que prévu jusqu'ici. Compte tenu de l'évolution modérée de la conjoncture, le taux de chômage devrait atteindre 2,3 % en moyenne annuelle en 2024 (prévision inchangée).

En Suisse, à l'instar d'autres pays, l'inflation continue de baisser. Certes, les loyers ont été ou vont être augmentés pour une partie des locataires en raison des deux hausses du taux d'intérêt de référence, cela constituant un facteur d'inflation en 2024. En outre, les tarifs de l'électricité ont été une nouvelle fois revus à la hausse pour cette même année. Néanmoins, la baisse générale des prix des produits industriels, des denrées alimentaires, du gaz et du pétrole contribue à réduire sensiblement l'inflation importée. Compte tenu de la poursuite de l'appréciation du franc suisse et de la suppression des droits de douane industriels au 1<sup>er</sup> janvier 2024, les biens importés devraient donc contribuer négativement à l'inflation cette année, pour la première fois depuis 2020. Parallèlement, l'évolution des salaires reste très modérée malgré une situation favorable sur le marché du travail, ce qui freine encore l'évolution des prix. Dans l'ensemble, l'inflation devrait donc avoisiner 1,5 % cette année (prévision de décembre : 1,9 %). Pour 2025, le taux d'inflation devrait être encore plus bas, soit 1,1 % (prévision inchangée).

La seconde moitié de l'horizon de prévision devrait également être marquée par une certaine normalisation de l'économie réelle. Le groupe d'experts s'attend à une légère accélération de la croissance de la demande mondiale pour la Suisse l'année prochaine (graphique 37). Tandis que la croissance en Chine et aux États-Unis devrait ralentir, l'Europe devrait alors se relever progressivement de la période de faiblesse qu'elle a traversée ces deux dernières années. Les exportations suisses retrouveraient ainsi une certaine vigueur. On peut également s'attendre à un regain de dynamisme dans l'investissement en raison de l'augmentation de la demande et de la baisse des coûts de financement. Dans l'ensemble, le groupe d'experts prévoit une croissance du PIB corrigé

des événements sportifs de 1,7 % en 2025 et un taux de chômage annuel moyen de 2,5 % (prévisions inchangées).

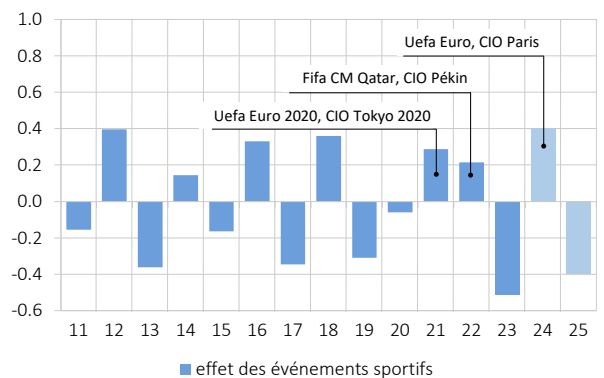
Une prévision de croissance du PIB non corrigé des événements sportifs implique la prise en compte des grands événements sportifs internationaux. Ceux-ci ont habituellement lieu au cours des années paires et entraînent une hausse de la croissance du PIB de la Suisse. L'année 2021 constitue une exception, puisque les événements qui avaient été prévus l'année précédente ont été reportés à cause de la pandémie de coronavirus.

Cette année, le championnat d'Europe de football (UEFA) se déroulera en Allemagne et les Jeux olympiques d'été (CIO) à Paris. Sur la base de l'évolution historique, on peut s'attendre à ce que ces événements donnent une impulsion à la croissance d'environ 0,4 point de pourcentage (graphique 40). En conséquence, la croissance du PIB non corrigé des événements sportifs, en 2024, devrait être supérieure d'environ 0,4 point à celle du PIB

corrigé des événements sportifs. En 2025, le mouvement inverse devrait se produire, soit -0,4 point de pourcentage.

#### graphique 40 : Effet des événements sportifs

différence entre la croissance du PIB (non corrigé des événements sportifs) et la croissance du PIB corrigé des événements sportifs, en points de pourcentage ; dès 2024 : prévisions



sources : SECO, groupe d'experts

## Risques

Le tableau des risques conjoncturels apparaît plus équilibré que celui des prévisions de décembre 2023.

Des risques géopolitiques subsistent en raison des conflits armés au Moyen-Orient et en Ukraine. Une aggravation de la situation pourrait notamment s'accompagner d'une forte hausse des prix du pétrole ou des denrées alimentaires. Compte tenu du niveau relativement élevé des taux d'inflation sous-jacente, le risque d'un resserrement plus long que prévu de la politique monétaire au niveau international reste présent. Cela se traduirait par un nouveau tassement de la demande mondiale. Par ailleurs, les risques actuels liés à l'endettement mondial, ceux liés aux corrections sur les marchés immobiliers et financiers ainsi que ceux liés aux bilans des institutions financières pourraient s'aggraver.

Les risques qui pèsent sur la conjoncture internationale, et par conséquent sur le commerce extérieur suisse, résultent également des développements observés en Allemagne et en Chine. En effet, l'industrie allemande pourrait s'affaiblir davantage, ceci pouvant entraîner un ralentissement plus important que prévu dans les secteurs les plus sensibles de l'économie suisse. En outre, l'économie chinoise pourrait ralentir plus que prévu sous l'effet de la crise du secteur immobilier, du fort endettement et de l'assombrissement du climat des affaires et de la confiance des consommateurs.

Il reste possible, d'autre part, que la reprise économique s'avère plus rapide qu'on ne le prévoit actuellement. Par exemple, si l'inflation au niveau international reculait plus rapidement que prévu, le pouvoir d'achat des ménages s'en trouverait renforcé et la politique monétaire serait susceptible de s'assouplir plus rapidement. La concrétisation d'un tel scénario renforcerait la demande.

**tableau 6 : Prévisions conjoncturelles pour la Suisse, mars 2024<sup>32</sup>**  
 sauf mention contraire, variation en %, contributions en points de pourcentage,  
 PIB et composantes : valeurs réelles désaisonnalisées

	2022	2023	2024 *	2025 *	
<b>Produit intérieur brut (PIB) et composantes, valeurs corrigées des événements sportifs**</b>					
PIB	2.5	1.3	1.1 (1.1)	1.7 (1.7)	
Consommation privée	4.2	2.1	1.2 (1.1)	1.3 (1.3)	
Consommation de l'État	-0.8	-0.5	0.3 (-1.0)	0.7 (-0.6)	
Investissements dans la construction	-5.5	-2.1	0.5 (0.9)	1.9 (1.9)	
Investissements en biens d'équipement	4.6	-1.9	-0.7 (1.3)	3.5 (3.1)	
Exportations de biens	4.0	4.8	3.3 (2.7)	3.8 (4.1)	
Exportations de services	6.0	3.4	2.4 (2.4)	3.2 (3.2)	
Importations de biens	7.6	0.6	2.9 (2.5)	3.6 (3.5)	
Importations de services	4.3	14.7	2.0 (2.0)	4.6 (4.6)	
<b>Contributions à la croissance du PIB, valeurs corrigées des événements sportifs**</b>					
Demande intérieure finale	2.3	0.5	0.6 (0.8)	1.5 (1.3)	
Commerce extérieur	-0.2	-0.3	0.6 (0.5)	0.2 (0.4)	
<b>Marché du travail et prix</b>					
Emplois en équivalents plein temps	2.7	2.0	0.9 (0.6)	1.0 (1.0)	
Taux de chômage en %	2.2	2.0	2.3 (2.3)	2.5 (2.5)	
Indice des prix à la consommation	2.8	2.1	1.5 (1.9)	1.1 (1.1)	
PIB, non corrigé des événements sportifs	2.7	0.8	1.5 (1.5)	1.3 (1.3)	

\* Prévisions du 19.03.2024 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Prévisions du 13.12.2023 entre parenthèses.

\*\* Sont concernés par les effets des événements sportifs : PIB, exportations de services, importations de services, commerce extérieur.

sources : OFS, SECO

**tableau 7 : Environnement international et monétaire, mars 2024<sup>33</sup>**

sauf mention contraire, variation en %, PIB et demande mondiale : valeurs réelles désaisonnalisées

	2022	2023	2024 *	2025 *	
<b>PIB, comparaison internationale</b>					
États-Unis	1.9	2.5	2.4 (1.4)	1.8 (1.8)	
Zone euro	3.4	0.5	0.8 (0.8)	1.6 (1.6)	
Allemagne	1.9	-0.1	0.4 (0.7)	1.2 (1.2)	
Royaume-Uni	4.3	0.1	0.3 (0.6)	1.5 (1.3)	
Japon	0.9	1.9	0.3 (0.9)	0.8 (0.8)	
Pays du Bric	3.3	5.5	4.6 (4.5)	4.4 (4.4)	
Chine	3.0	5.2	4.6 (4.6)	4.3 (4.3)	
Demande mondiale	3.0	1.5	1.5 (1.3)	1.8 (1.8)	
Prix du pétrole en USD par baril de Brent	100.9	82.5	80.9 (80.0)	76.0 (76.5)	
<b>Suisse</b>					
Saron en %	-0.2	1.5	1.6 (1.7)	1.1 (1.5)	
Rendement des emprunts à 10 ans en %	0.8	1.1	1.0 (1.2)	1.2 (1.4)	
Indice réel du cours du franc	-0.4	3.5	1.5 (0.2)	-0.3 (0.0)	

\* Hypothèses du 19.03.2024 du Groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions. Hypothèses du 13.12.2023 entre parenthèses.

sources : SECO, institutions statistiques compétentes

<sup>32</sup> Exportations, importations et contributions à la croissance du commerce extérieur : sans les objets de valeur.

<sup>33</sup> Pays du Bric : PIB agrégé en parité de pouvoir d'achat (FMI) du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine.